

[Français]

... ce qu'on appelle en français un «manque à gagner». Je ne sais pas l'expression anglaise, donc je vais employer la définition qui est là, en français, un manque à gagner de 125 millions de dollars en 1985-1986. Le gouvernement va perdre en revenu 125 millions en 1985-1986; 920 millions de manque à gagner en 1986-1987 et 2 milliards 449 millions en 1990-1991. Ce qui veut dire que le gouvernement va être obligé d'aller chercher cet argent dans les poches des consommateurs. Ce qui veut dire nécessairement qu'il va falloir qu'il augmente les taxes, ce qu'il a effectivement fait parce que si on regarde l'augmentation de la taxe de vente de 10 à 11 p. 100, cela produit à peu près la même chose que ce qu'on a donné, «on» étant eux, les conservateurs, le gouvernement au pouvoir, 920 millions de cadeau aux sociétés par le PGRT en 1986-1987; taxes additionnelles aux consommateurs: 930 millions de dollars. Cela se compare. On prend dans la poche de l'un pour remettre dans la poche de l'autre. Il s'agit simplement de savoir dans quelle poche ce gouvernement aime à piger.

Une voix: Dans les deux poches!

M. Gauthier: Eh bien, cela paraît assez évident. Dans les deux poches! Espérons que dans le nouveau budget ils vont faire justice aux taxes corporatives. Espérons, on ne le sait pas, on va voir. Peut-être qu'un jour on va voir un peu de justice dans ce système mais, actuellement, c'est le consommateur qui doit faire les frais, qui doit payer le prix et donner à ce gouvernement l'argent qu'il donne aux multinationales du pétrole... Vous allez tous avoir le temps de parler. Ne vous inquiétez pas. Il y a du temps «en masse», vous allez tous pouvoir vous lever les uns après les autres et nous radoter vos petites marottes partisanses.

Mme Mailly: Soyez objectif!

M. Gauthier: L'objectivité, cela me va.

[Traduction]

En mars 1985, lors de la conférence à Vancouver dont j'ai parlé il y a un instant, la ministre nous a dit, et je voudrais citer ses paroles encore une fois: «Nous ne pouvons pas nous leurrer en pensant que les prix plus faibles continueront longtemps». Nous devons donc faire deux choses. La première consiste à prévoir des mécanismes de protection des consommateurs au cas où les prix pétroliers remonteraient sur la scène internationale. Deuxièmement, nous devons continuer à économiser notre énergie. Les prix internationaux ne sont pas en train de monter; au contraire, ils tombent rapidement. Les consommateurs canadiens n'en profitent pas et nous voulons savoir pourquoi. Je pourrais vous lire toute une série d'articles publiés les 22, 23 et 24 janvier: «Les prix pétroliers continuent à tomber, mais pas aux pompes à essence». «Nous pourrions attendre des mois avant que les prix de l'essence ne baissent, dit le ministre», *Toronto Star*. «Les prix du pétrole continuent à tomber, mais pas aux postes à essence», *Gazette*. «Mulroney embrouille le rôle de Petro-Canada», *Toronto Star*, et ainsi de suite.

«Carney prévoit des prix plus bas aux pompes à essence». «Prix excessifs aux pompes à essence», *Calgary Sun*. «Les prix excessifs de l'essence nous coûtent 8.5 millions de dollars par jour, dit Broadbent». «Wilson refuse de réduire les prix de PetroCan», *Gazette*. Je peux continuer encore, monsieur le Président. Dans le *Toronto Star* d'aujourd'hui... C'est vrai que son en-tête est de la bonne couleur. Je suis heureux de voir

Impôt sur les revenus pétroliers—Loi

tous mes amis à la Chambre en ce vendredi après-midi. Ils sont tous les bienvenus parce que nous aimons bien avoir de tels débats le vendredi après-midi. Je me demandais si Petro-Canada prendrait l'initiative comme nous pensions qu'elle devait le faire puisqu'elle avait été créée pour cela et pour donner aux Canadiens une fenêtre sur l'industrie.

M. Marchi: Maintenant, la fenêtre est brisée.

M. Gauthier: Petro-Canada devait assurer la stabilité du secteur pétrolier et garantir des approvisionnements suffisants à des prix équitables. Il ne faut pas oublier ces trois choses: une fenêtre sur l'industrie, des approvisionnements suffisants et des prix équitables.

Maintenant, les prix pétroliers dégringolent et ce n'est pas facile à expliquer. Je m'en rends compte parce que je ne suis pas un spécialiste du secteur pétrolier. On peut essayer de se renseigner en lisant le *Toronto Star* d'aujourd'hui vu que certains d'entre nous devons parfois nous fier aux journaux pour obtenir des renseignements. Je peux lire que les prix pétroliers sur le marché au comptant sont tombés en-dessous de \$20 U.S. le baril aujourd'hui, soit \$28.13 en dollars canadiens au taux du change d'hier. Pourtant, même si le prix du pétrole canadien est maintenant supposé être déréglementé, ce qui signifie qu'il devrait réagir aux prix mondiaux, le prix du brut léger canadien est fixé quelque part entre \$30.20 et \$30.80 en dollars canadiens. Cela représente de \$2.07 à \$3.67 de plus que les prix mondiaux au comptant.

Petro-Canada ne remplit pas pour l'instant ce que je croyais être son mandat, c'est-à-dire être une fenêtre sur l'industrie et assurer des prix équitables. Au contraire, on dit maintenant aux Canadiens qu'on se fiche du prix mondial au comptant.

Il s'agit ensuite de se demander comment les sociétés pétrolières canadiennes établissent le prix du baril. Un journaliste, M. John Spears du *Star* de Toronto, a posé la question. Il a demandé à Petro-Canada comment elle s'y prenait. La société a tout simplement refusé de répondre. C'est une grande aide de la part de cette merveilleuse fenêtre sur le secteur énergétique. Comme l'un de mes collègues l'a déclaré, elle a dû être brisée il y a quelque temps déjà. Personne au siège social de Calgary de la société Petro-Canada, qui est censée être une fenêtre sur le secteur pétrolier, n'a pu expliquer comment on établit le prix d'un baril de pétrole brut au Canada. Le journaliste s'est donc adressé à une autre société, Imperial Oil. D'après lui cette dernière a été plus ouverte. Elle a établi son prix pour le pétrole brut à un niveau inférieur à celui de Petro-Canada puisqu'il s'établit à \$30.20 en devises canadiennes ou environ \$21.50 en dollars américains. Là encore, c'est un dollar et quelques cents au-dessus du prix sur le marché au comptant, le cours mondial.

Nous nous demandons comment ces conservateurs, des ministériels qui sont censés être bien informés, peuvent continuer d'appuyer une politique qui consiste à prendre aux consommateurs canadiens, à la population canadienne en général, pour donner aux compagnies pétrolières qui n'ont même pas la décence de nous répondre. Vous m'avez signalé que je n'ai plus que cinq minutes à ma disposition, monsieur le Président. Je croyais avoir un temps de parole illimité à l'étape de la troisième lecture. J'invite Votre Honneur à me signaler combien de temps il me reste, car j'ai bien d'autres choses à dire.